

Mots. Les langages du politique

74 (2004)

Langue(s) et nationalisme(s)

Henri Boyer

Langue et nation : le modèle catalan de *nationalisme linguistique*

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Henri Boyer, « Langue et nation : le modèle catalan de *nationalisme linguistique* », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 74 | 2004, mis en ligne le 24 avril 2008. URL : <http://mots.revues.org/4113>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : ENS Éditions

<http://mots.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://mots.revues.org/4113>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© ENS Éditions

Henri BOYER¹

Langue et nation : le modèle catalan de *nationalisme linguistique*

L'Espagne contemporaine a sans conteste réussi, à la suite de l'adoption de la Constitution de 1978, la transformation de la configuration politico-linguistique héritée du franquisme avec, en particulier, l'instauration d'un bilinguisme institutionnel dans les communautés autonomes ayant une «langue propre» autre que le castillan (le castillan restant la seule langue officielle d'Espagne). Cette transformation exemplaire et les revendications identitaires/nationalistes qui l'ont accompagnée et qui continuent d'alimenter un débat politique de fond sur l'État espagnol (Boyer, Lagarde (dir.), 2002) n'ont pas manqué de susciter un certain nombre de commentaires et d'analyses à l'extérieur du pays, commentaires et analyses parfois obsédés, en France, par le modèle d'État-nation dont notre pays est universellement porteur depuis la Révolution².

Il sera question ici, concernant le *nationalisme linguistique* dont on a présenté les caractéristiques générales en ouverture de ce dossier, de la Catalogne,

1. ARSer/Laboratoire DIPRALANG, Université Paul-Valéry, Montpellier 3.

2. Un exemple parmi d'autres, à propos d'un événement qui évidemment a déclenché une polémique en Espagne : la signature à Barcelone par les représentants de trois forces politiques nationalistes, le Partido Nacionalista Vasco (Pays basque), Convergencia i Unió (Catalogne) et le Bloque Nacionalista Galego (Galice), d'une déclaration commune, le 16 juillet 1998. Les deux premiers détiennent le pouvoir au sein de leur communauté. Cette «Déclaration de Barcelone» a été lue, dans la même publication française, de deux façons complètement différentes. L'une considère que la «Déclaration de Barcelone» réclame en fait l'indépendance de la Catalogne, du Pays basque et de la Galice (Lacoste, 1998, p. 49). Interprétation discutable, pour peu qu'on daigne vraiment lire un texte qui se voulait offensif mais se devait d'être mesuré. Cette interprétation n'est du reste pas celle d'un autre auteur, participant au même dossier consacré à l'Espagne, Joseph Pérez, qui souligne justement la diversité des options envisagées par la même déclaration dans la revendication d'une nouvelle conception de l'État espagnol : «... les représentants des trois communautés historiques d'Espagne [...] considèrent que, dans sa forme actuelle, [la Constitution de 1978] ne permet pas à ces nationalités de s'épanouir autant qu'elles voudraient ; ils réclament donc le droit à l'*autodétermination*, qui autoriserait ces mêmes nationalités à décider de leur statut politique futur : *indépendance, confédération, fédération*» (Pérez, 1998, p. 83 ; je souligne).

Communauté autonome «historique» ayant le catalan comme «langue propre». Un cas proche mais nettement moins exemplaire peut être observé avec la Galice, également Communauté autonome «historique» d'Espagne, ayant elle aussi une «langue propre»: le galicien, langue romane comme le catalan. Mais le nationalisme est resté jusqu'à présent en Galice une option politique minoritaire, même si ses racines sont également anciennes. Cependant la langue a toujours été considérée, en particulier par les pères du nationalisme galicien, comme un élément fondamental de l'identité collective galicienne, «l'attribut le plus essentiel» (Máiz, 1997, p. 306)³. Elle reste un point fondamental pour le nationalisme galicien contemporain, même si la question du choix de la norme orthographique le divise encore⁴.

On s'étendra donc dans ce qui suit sur le seul nationalisme catalan que l'on peut considérer, dans son histoire et dans son expression actuelle, comme un modèle de nationalisme linguistique, c'est-à-dire d'idéologie politique proclamant le caractère irréductible et inaliénable de la communauté *nationale*, dans laquelle la représentation identitaire de la langue de cette même communauté occupe une place centrale. On tentera donc d'apprécier la place du catalan dans les discours nationalistes tenus par divers acteurs (linguistes et/ou militants nationalistes, hommes politiques...).

Langue et nation catalanes

Outre le problème de la diversité des positionnements nationalistes (et des projets quant à l'organisation future de l'État espagnol), se pose en Catalogne

En fait la Déclaration de Barcelone met en avant la nécessaire reconnaissance du caractère plurinational de l'État espagnol. L'accord de Gasteiz (septembre 1998) et celui de Santiago de Compostela (octobre 1998) qui lui font suite confirment cette revendication en prônant l'instauration d'une nouvelle culture politique qui respecte la diversité nationale, culturelle et linguistique de l'Espagne. La référence au droit à l'autodétermination ne figure par ailleurs que dans les documents de travail qui accompagnent la déclaration, lesquels font également référence aux trois options envisageables, dans la perspective d'une refonte de l'État espagnol, sans en privilégier aucune des trois.

3. R. Máiz remarque que, dans un ouvrage de référence pour le nationalisme galicien, *Sempre en Galiza* de D. Castelao, «il est rappelé à plusieurs reprises que la Galice est une nation parce qu'elle rassemble une série de caractères objectifs discriminants: des traits diacritiques fondamentaux au nombre de trois: "langue", "terre", "culture", dont le premier est distingué comme facteur clé» («se reitera una y otra vez que Galicia es una nación por concurrir en ella una serie de caracteres objetivos discriminantes: rasgos diacriticos que son fundamentalmente tres: "lengua", "tierra" y "cultura", de las que la primera se alza como factor clave») (Máiz, 2000, p. 189; je souligne).

4. Deux normes orthographiques sont encore en conflit, et en usage, en Galice: l'une

la question de l'espace géolinguistique identifié comme *national*⁵. Et à l'instar de ce qui a pu être observé pour d'autres nationalismes linguistiques, on doit parler de pan-catalanisme à propos de la prétention d'une tendance importante du nationalisme linguistique catalan, d'étendre, sous la dénomination de Pays catalans (*Països catalans*) la nation catalane à l'ensemble des pays historiquement de langue catalane, où du reste l'usage social du catalan est aujourd'hui d'importance variable (outre la Catalogne proprement dite, le Principat, les îles Baléares, le Pays valencien, le Roussillon, l'Andorre, la frange orientale de l'Aragon et la ville sarde d'Alghero).⁶ À Barcelone, les discours du parti nationaliste dominant, au sein de la coalition majoritaire, Convergència Democràtica de Catalunya, à propos de la nation et de la langue catalanes, sont très pragmatiquement axés sur la seule Communauté autonome de Catalogne.

Cependant il convient de reconnaître que les (socio)linguistes (qui pour la plupart ont joué et continuent de jouer un rôle de premier plan dans la construction et la consolidation du nationalisme catalan) (Boyer, 1991), identifient en général (avec d'autres militants nationalistes) la nation catalane avec les *Països catalans*.⁷ Il en est ainsi, par exemple, pour Modest Prats, universitaire, spécialiste de l'histoire de la langue, qui déclarait aux Deuxièmes journées consacrées au nationalisme catalan à la fin du 20^e siècle: «Nous, nous

appelée «autonomiste» ou encore «espagnoliste» parce qu'elle s'appuie sur l'orthographe du castillan, et qui est la graphie officielle du gouvernement autonome, l'autre dite «réintégrationniste» ou «lusiste» qui s'appuie sur l'orthographe du portugais (Alén Garabato, 2000, Fraile, 1999) et qui est celle de nombreux militants *galeguistas*.

5. Pour faire bref, on dira que le catalanisme politique, fondamentalement nationaliste, présente diverses tendances allant d'un nationalisme modéré de centre-droit, celui de Convergència i Unió, coalition au pouvoir en Catalogne, à un nationalisme plus radical et de gauche comme celui d'Esquerra Republicana de Catalunya, en passant par les positionnements des communistes associés aux écologistes et ceux des socialistes. Plusieurs options sont ainsi en débat quant à l'avenir souhaitable de l'État espagnol: indépendantisme pur et dur, fédéralisme, ou encore système confédéral faisant une place particulière aux communautés «historiques».

6. Cet expansionnisme nationaliste ne fait évidemment pas l'unanimité, tout particulièrement dans certains des territoires concernés. Des phénomènes de rejet peuvent ainsi être observés, en particulier sous la forme de conflits glossonymiques, comme dans la Communauté valencienne où «valencien» (*valencià*) s'oppose à «catalan» (*atalà*). Bien qu'il s'agisse, d'un strict point de vue linguistique, de la même langue, c'est le nom de «valencien» qui a été retenu pour désigner officiellement la langue propre de la communauté (Martin dans Boyer, Lagarde (dir.), 2002, p. 123-126). Dans la Communauté des îles Baléares on a même pu observer l'apparition d'un micro-nationalisme linguistique, très minoritaire, refusant la dénomination, officielle dans cette communauté, de «catalan» au profit de «langue baléaire» (*sa llengo balear*) (Sintas, 1995).

7. Il suffit pour s'en convaincre de prendre connaissance des communications présentées au Deuxième congrès international de la langue catalane (qui s'est déroulé en plusieurs lieux

savons que la connexion langue catalane et nation catalane (*il est clair que je pense aux Pays catalans*) est un élément indispensable de notre projet [nationaliste]» (Prats, 1989, p. 89 ; je souligne)⁸. Lors des mêmes Journées, on pouvait retrouver chez Aina Moll (linguiste également et qui a occupé par ailleurs une position centrale en matière de politique linguistique en faveur du catalan, d'abord comme directrice générale de Politique linguistique au sein du Gouvernement de la Catalogne, ensuite comme directrice de la Campagne de normalisation linguistique aux îles Baléares), un positionnement semblable. Après avoir rappelé que «le principal trait distinctif de la nation catalane c'est la langue» (pour elle l'un des éléments majeurs du consensus au sein du nationalisme catalan) (Moll, 1989, p. 99), elle considère l'Espagne comme «un État plurinational, dans lequel la nation catalane est constituée de communautés autonomes qui doivent établir entre elles les liens nécessaires pour sauvegarder le patrimoine culturel qui leur est commun» (Moll, 1989, p. 101)⁹, tout en refusant clairement (ce qui atténue considérablement il est vrai la portée politique d'une telle position pan-catalanisme) l'option indépendantiste¹⁰.

Les proclamations nationalistes de primauté de la *langue catalane* sur les autres éléments constitutifs dans la définition de la *nation catalane* ne manquent pas dans le très vaste corpus nationaliste. L'un des textes fondateurs du nationalisme catalan à la fin du 19^e siècle, les célèbres *Bases de Manresa* (1892-1893), l'indique clairement : «La langue catalane sera la seule qui pourra être utilisée, avec un caractère officiel, en Catalogne et dans les relations entre cette région et le Pouvoir central» (il s'agit de la 3^e base) (*Assambleas catalanistes (primera), Manresa, Barcelone 1893, dans Bases de Manresa, 1992, p. 229*)¹¹. La langue est bien chez les nationalistes catalans

en 1986) et qui embrassaient l'ensemble des Pays catalans (*Second congrés internacional de la llengua catalana III, Area 2, Sociologia de la llengua, Diputació de Girona, Girona, 1991*).

8. «*Nosaltres sabem que la connexió llengua catalana i nació catalana (no cal dir que penso en els PPCC) és un element indispensable del nostre projecte.*»

9. «*Un Estat plurinacional, dins el qual la nació catalana està constituïda en Comunitats Autònomes que han d'establir entre elles els lligams necessaris per salvaguardar el patrimoni cultural que els és comú.*»

10. Cette position anti-indépendantiste est celle également de Jordi Pujol, Président nationaliste de la Generalitat (nom du Gouvernement autonome de la Catalogne), qui affirmait ainsi, lors d'un entretien avec deux journalistes français : «Je suis un nationaliste catalan. Mais nous n'aspérons pas à l'indépendance. Nous affirmons de façon très nette : la Catalogne est une nation, ce n'est pas une région. En même temps, nous disons : nous n'aspérons pas à l'indépendance» (Entretien réalisé par Jean Lelong et Jacques Molénat et publié dans *Amiras/Repères*, n° 22, 1990).

11. «*La llengua catalana serà la única que ab caràcter oficial podrà usarse a Catalunya y en las relaciones d'aquesta regió ab lo Poder central.*»

l'«élément central de la représentation de l'identité collective», qui remplit une «fonction symbolique et participative» (Tejerina Montaña, 1992, p. 52-72).

Du reste, la vie politique catalane est régulièrement saisie de la question linguistique (les médias en témoignent largement): il est question de «bataille de la langue» (Pujades, 1988) ou, comme l'écrit le journaliste E. Voltas, de «guerre de la langue», dans un ouvrage qui présente un réquisitoire documenté contre les résistances et prises de position hostiles à telle ou telle phase de la *normalisation* linguistique en faveur du catalan conduite par le Gouvernement autonome, singulièrement entre 1993 et 1996, à propos de la mise en œuvre généralisée de l'*immersion* linguistique dans les écoles de Catalogne¹² (Voltas, 1996). Les conflits et polémiques concernant la/les langue(s) en usage en Catalogne (catalan, castillan), qui à vrai dire ne concernent qu'une minorité d'acteurs mais dont l'impact, par médias interposés, sur l'état de l'imaginaire collectif est loin d'être négligeable, sont un ferment décisif dans le processus de proclamation d'identité nationale autour de la seule «langue propre», le catalan (Boyer, 1991, p. 233-237).

Déjà en 1979, un article-manifeste publié dans une revue de langue et littérature catalanes, *Els Marges* (Argenté, et autres, 1979), dramatisait à souhait, sous le titre alarmiste «Une nation sans État, un peuple sans langue?», la situation sociolinguistique du catalan, au demeurant réellement préoccupante au sortir du franquisme: un manifeste considéré par certains opposants à la politique linguistique officielle comme un appel au monolinguisme en faveur du catalan (Fòrum Babel, 1999, p. 37).

En mars 1981, un autre texte à teneur épilinguistique, dit *Manifeste des 2300*, symétrique si l'on peut dire du précédent, était publié dans le journal espagnol *Diario 16*, revendiquant «l'égalité des droits linguistiques en Catalogne» bafouée selon les signataires par la politique linguistique du gouvernement autonome et visant à faire du catalan l'unique langue officielle de Catalogne. La riposte n'a pas tardé: un collectif militant s'est constitué, le même mois, sur la base d'un «Appel à la solidarité pour la défense de la langue, de la culture et de la nation catalanes»¹³. Ce collectif, appelé La Crida, a joué un rôle politique non négligeable, en particulier au travers de ses campagnes et de ses interventions directes (qui n'ont évidemment pas fait l'unanimité) en direction de secteurs récalcitrants.

12. L'«immersion linguistique» est une stratégie d'apprentissage d'une langue non maternelle qui consiste à en faire la langue de l'enseignement (et non plus simplement une langue enseignée).

13. «*Crida a la solidaritat en defensa de la llengua, la cultura i la nació catalana.*»

D'autres péripéties de cette « guerre » ont alimenté le corpus de discours tenus sur la langue catalane, la situation sociolinguistique dans laquelle se trouve la Catalogne et la politique linguistique mise en œuvre par le gouvernement autonome à partir de l'adoption d'une première loi dite « loi de normalisation linguistique en Catalogne » (1983), à laquelle s'est substituée une deuxième loi dite « de politique linguistique » (1998), et au travers d'un complexe gestionnaire diversifié, dont le centre et le moteur est la direction générale de Politique linguistique (intégrée au département de la Culture du Gouvernement autonome) (Boyer, Lagarde (dir.), 2002 : p. 81-98). La dernière en date, peut-être la plus importante, est la création du Forum Babel (*Fòrum Babel*, 1999) en février-avril 1997. Le premier manifeste de ce Forum (30 avril 1997) qui regroupait au départ quatre-vingt-dix intellectuels et créateurs, dont certains de grand renom, intitulé « Document sur l'usage des langues officielles de Catalogne » (« *Document sobre l'ús de les llengües oficials de Catalunya* ») était une prise de position claire contre le nationalisme linguistique et pour le respect du bilinguisme catalan-castillan en Catalogne. Le deuxième manifeste du Forum Babel, sous le titre « Pour un nouveau modèle de Catalogne » (« *Per un nou model de Catalunya* »)¹⁴ dénonçait vigoureusement l'idéologie nationaliste de la coalition au pouvoir en Catalogne, en ce qui concerne en particulier la politique linguistique qui, selon les rédacteurs du manifeste aurait « pour objectif de faire du catalan la langue unique et obligatoire de toutes les institutions » et aurait opté pour le monolinguisme « qui ne correspond pas à la réalité linguistique » (*Fòrum Babel*, 1999, p. 290)¹⁵ et, tout en reconnaissant que le catalan, *langue minoritaire*, doit bénéficier d'un traitement spécifique, se prononce en faveur de la promotion du bilinguisme, « l'authentique fait différenciel » de la Catalogne, singulièrement dans l'enseignement (ouvr. cité, p. 182 et 293).

Concernant l'essentiel de la période post-franquiste écoulée, on peut souscrire au point de vue de T. Cabré et C. Lleal, qui, après avoir rappelé que « la langue est en Catalogne un élément fondamental du nationalisme, [...] sans doute l'élément d'identification le plus important », observent, à travers une lecture des premières polémiques à teneur épilinguistique dont il a été ques-

14. De toute évidence en écho au manifeste « Pour un nouveau statut de la langue catalane » (« *Per un nou estatut de la llengua catalana* ») (avril 1997) signé par trois cent cinquante personnalités, dont la quasi totalité des Recteurs des universités de Catalogne, prônant un changement de législation linguistique afin de donner à la langue catalane le statut d'unique langue officielle en Catalogne (*Fòrum Babel*, 1999, p. 75-76).

15. « *La política lingüística té com a finalitat convertir el català en llengua única i obligatoria de totes les institucions, amb una clara opció pel monolingüisme que no es correspon amb la realitat lingüística existent.* »

tion, que «la défense de la langue catalane, lorsqu'elle est attaquée par des groupes anti-catalans, homogénéise la diversité idéologique des partis politiques catalans» car «il y a, à ce moment-là, un seul ennemi» (Cabré, Lleal, 1986, p. 141-142)¹⁶. Cependant, on doit reconnaître que la création et le développement du Forum Babel peuvent constituer un tournant dans cette «guerre de la langue» dont on vient d'évoquer la continuité. Il est possible, en effet, que désormais la réaction catalaniste à une opposition frontale à la politique linguistique en faveur du catalan ne soit plus aussi consensuelle que par le passé : outre un positionnement critique de certains secteurs du nationalisme catalan, qui peut ouvrir une brèche dans le nationalisme linguistique jusque là très majoritaire, certains tenants, parmi les plus traditionnels, de ce même nationalisme linguistique, semblent nuancer de plus en plus leurs propos épilinguistiques (Forum Babel, 1999, p. 98-99).

Par ailleurs, des enquêtes récentes concernant la situation sociolinguistique dans la province de Barcelone (et en particulier dans l'aire métropolitaine de la capitale catalane) la plus importante démographiquement, et de loin, des provinces de Catalogne, peuvent paradoxalement aussi bien appuyer les positions du Forum Babel, en faveur d'une politique linguistique *bilinguiste*, que conforter celles des nationalistes qui ne cessent d'invoquer la situation de minoration qui serait encore celle du catalan. Ainsi, Marina Subirats, dans son exposé des résultats d'une enquête auprès des habitants de la région de Barcelone réalisée en 2000, qui fait suite à des enquêtes similaires réalisées en 1985, 1990 et 1995, observant que «la population qui considère que sa langue est le castillan est majoritaire» pointe, en comparant les résultats obtenus entre 1985 et 2000, ce qui ne peut manquer d'être considéré comme une donnée de première importance quant à l'avenir de la configuration sociolinguistique de la Catalogne :

Dans les jeunes générations le nombre de ceux qui considèrent que le catalan est leur langue tend à diminuer, tandis qu'augmente le nombre des personnes qui pensent que leurs langues sont aussi bien le catalan que le castillan (Subirats, 2000, p. 180)¹⁷.

Un constat de *bilinguisation*, donc, qui semble justifier un certain alarmisme de la part de M. Subirats pour qui ces données linguistiques ne font pas

16. À la réserve près qu'il peut être excessif de parler de groupes «anti-catalans» car certains (et non des moindres) de ces opposants à la politique linguistique de la Generalitat se considéraient parfaitement Catalans, mais de langue espagnole ou bilingues.

17. «*En les generacions joves tendeix a disminuir el nombre dels qui consideren que el català és la seva llengua, mentre que augmenta el de les persones que pensen que les seves llengües són tant el català com el castellà.*»

apparaître «une situation transitoire vers la catalanisation de la population, mais vers le bilinguisme, un fait qui suggère une plus grande faiblesse structurelle pour le maintien du catalan» (ouvrage cité, p. 182)¹⁸, même si l'enquête de 2000 montre que la connaissance du catalan a considérablement progressé, en particulier pour ce qui concerne la ville de Barcelone : il y a bien eu une certaine *normalisation* de la langue catalane. Une chose est sûre cependant, ces chiffres ne peuvent que donner des arguments aux deux groupes belligérants : le discours collectif sur la/les langue(s) en Catalogne a de beaux jours devant lui.

Le 20^e siècle a donc vu se développer en Catalogne un « modèle » de nationalisme linguistique, qui durant les deux dernières décennies de pouvoir politique à la tête des institutions autonomiques, n'a cessé de se consolider et dont on peut apprécier la continuité au travers des discours tenus par les nationalistes catalans au cours de ce siècle. Deux exemples de ces discours mettent bien en évidence le fait que cette continuité s'est accompagnée en quelque sorte d'un épanouissement : on pourrait dire que la langue a fait l'objet d'un processus de métonymisation / symbolisation au sein du discours nationaliste, jusqu'à devenir l'élément représentationnel central, moteur, du nationalisme catalan.

Deux discours nationalistes sur la langue catalane

On peut aisément vérifier l'importance de la question linguistique pour le premier nationalisme catalan¹⁹ fraîchement sorti du régionalisme culturel de la *renaixença* du 19^e siècle (une « renaissance » culturelle-identitaire comme l'ont vécu d'autres nationalités européennes durant ce siècle), en observant les actions et les discours de l'un de ses pères : Enric Prat de la Riba, avocat, président de la Mancomunitat (Gouvernement de la Catalogne) de 1914 jusqu'à sa mort en 1917 et fondateur en 1907 de l'Institut d'Estudis Catalans²⁰.

Son intervention au Premier congrès international de la langue catalane,

18. « *La convivència lingüística actual no planteja una situació transitòria cap a la catalanització de la població, sino cap al bilingüisme, fet que suggereix una major feblesa estructural per al manteniment del català.* »

19. D'assise sociologique nettement bourgeoise. D'autres options nationalistes, en particulier de gauche et d'extrême gauche, n'apparaîtront que plus tard dans le 20^e siècle.

20. L'Académie catalane, dont la section philologique a joué et joue un rôle éminent dans la gestion de la langue catalane et au sein de laquelle le linguiste Pompeu Fabra devait réaliser la *normativisation* du catalan au travers de normes orthographiques, d'une grammaire et d'un dictionnaire, une normativisation indispensable pour la *normalisation* ultérieure des usages sociaux du catalan (Boyer, 1991).

tenu à Barcelone en 1906, intitulée : « Importance de la langue dans le concept de la nationalité » (Prat de la Riba, 1985), communication érudite sur l'importance de la langue pour les peuples et les hommes, établit une claire filiation en matière linguistique, entre le catalanisme et les nationalismes culturels (Allemagne, Hongrie...) :

Les peuples qui réagissent contre l'absorption d'autres peuples, qui sentent ainsi la nécessité d'affirmer leur individualité, de proclamer leur personnalité, s'accrochent à leur unité de langue comme principe salvateur et fondamental de leur droit. La langue est la nationalité même, disaient les patriotes hongrois au milieu du siècle dernier, reprenant l'affirmation des premiers patriotes allemands. *La langue est la nationalité*, ont répété tous les peuples renaissants (Prat de la Riba, 1985, p. 667 ; je souligne).²¹

La préoccupation de Prat de la Riba pour la question linguistique fut permanente, comme en témoigne cet autre discours, de 1916, adressé depuis la présidence de la Mancomunitat catalana au président du Conseil des ministres espagnol « en défense des droits de la langue catalane » (*Homenatge a Enric Prat de la Riba*, 1992, p. 109-113), comme réponse à une agression du pouvoir central à propos de l'enseignement du catalan et de son usage officiel, à laquelle avait semblé s'associer la Real Academia Española (l'Académie espagnole)²². Dans ce Message, Prat de la Riba, après avoir fait état d'arguments d'ordre géolinguistique, historique, psychologique et politique en faveur de l'usage officiel de la langue catalane, souligne que

s'est manifestée [...] de manière consciente et réfléchie la volonté catalane revendiquant pour [le catalan] la plénitude de ses droits, l'égalité de condition avec les autres langues espagnoles et, d'une manière spéciale, l'officialié dans toute la vie publique intérieure de Catalogne, aussi bien dans les institutions locales populaires que dans tous les centres et dépendances de l'État situés sur le territoire de Catalogne (ouvr. cité, p. 111-112).²³

21. « *Els pobles qui reaccionen contra l'absorció d'altres pobles, aixís que senten la necessitat d'afirmar la seva individualitat, de proclamar la seva personalitat, s'agafen a la seva unitat de llengua com principi salvador y fonament del seu dret. La llengua es la mateixa nacionalitat, deien els patriotes húngars a mitjans del segle passat, reproduint l'afirmació dels primers patriotes alemanys. La llengua es la nacionalitat, han repetit tots els pobles renaixents.* »

22. À ce propos on peut soutenir que l'Histoire se répète puisque des escarmouches similaires ont eu lieu dans les dernières années du 20^e siècle.

23. « *...s'ha manifestat [...] conscient i reflexiva la voluntat catalana reivindicant per a la nostra llengua la plenitud dels seus drets, la igualtat de condició amb les altres llengües espanyoles i, d'una manera especial, l'oficialitat en tota la vida pública interior de Catalunya, així en els organismes locals populars com en tots els centres i dependències de l'Estat situats en el territori de Catalunya.* »

À l'autre bout du siècle, les catalanistes ont su enrichir la construction idéologique du nationalisme linguistique, en particulier à la suite de la dictature franquiste, dont la Catalogne a été comme communauté l'une des victimes incontestables (Benet, 1979). Jordi Pujol, qui aura présidé durant plus de vingt ans la Generalitat de Catalunya et qui, pas plus que Prat de la Riba, n'avait de prédisposition spéciale pour traiter les questions de langues²⁴ a su se faire le chantre et le défenseur intraitable de la langue catalane, en contribuant à instaurer en Catalogne autonome un important dispositif de politique linguistique (Boyer, Lagarde (dir.), 2002, p. 96), à partir d'une législation qui a fait tache d'huile dans les autres communautés d'Espagne avec «langue propre», et en sachant tenir un discours public à vocation consensuelle mais inspiré par un indiscutable positionnement nationaliste.

L'une de ses prises de parole les plus solennelles et les plus construites, en la matière, est sûrement la conférence prononcée le vingt-deux mars 1995 au palais des congrès de Montjuich à Barcelone, intitulée: «Que représente la langue en Catalogne?» («*Què representa la llengua a Catalunya?*»). Tout comme le message précédemment cité de Prat de la Riba, cette conférence s'inscrivait dans un moment très particulier: la victoire juridique obtenue de haute lutte par le Gouvernement autonome en décembre 1994, victoire que représentait la *sentance* du Tribunal constitutionnel espagnol prononcée en faveur de la Loi de normalisation linguistique de 1983, dont le Tribunal suprême de l'État avait mis en cause la constitutionnalité de certains articles. Dans cette conférence J. Pujol s'appuie bien entendu, avec un souci évident de légitimation, sur cette *sentance*. Il y a là une constante du nationalisme linguistique périphérique: il se nourrit du conflit suscité le plus souvent par les remontrances du centre (Gouvernement espagnol, Académie, organes de presse madrilènes...). Le discours en question, produit dans une occasion exceptionnelle, par l'acteur le plus légitimé en Catalogne pour parler de la relation particulière entre langue et nation catalanes, est en fait une explicitation détaillée, sur le mode emphatique, du «modèle» catalan de *nationalisme linguistique*²⁵.

24. Il est médecin de formation et a consacré une période de sa vie à la gestion bancaire, en même temps qu'à l'action politique. Il a fait un séjour en prison, pour fait de catalanisme, sous le franquisme: cet épisode de sa vie publique n'est évidemment pas pour rien dans la notoriété politique qui lui a permis de conquérir et de conserver le pouvoir en Catalogne.

25. Il s'agit d'un discours qui se veut sérieux (et qui a recours à la citation d'universitaires, d'ouvrages), et solennel. Un discours très marqué cependant par la rhétorique propre à J. Pujol, qui emprunte volontiers le registre familier, une rhétorique bien rodée où l'auteur est toujours fortement impliqué, au travers de détails, d'anecdotes empruntées à son vécu, dans l'argumentation produite. Et où le refus de polémique régulièrement affirmé, souligné

La représentation de la langue catalane proposée par Pujol synthétise l'ensemble des discours nationalistes invoquant la primauté du catalan dans la définition de la nation catalane. C'est ce que proclame d'entrée de jeu le conférencier :

L'identité de la Catalogne est en grande partie linguistique et culturelle. La revendication de la Catalogne n'a jamais été ethnique ni religieuse ni ne s'est appuyée sur la géographie ni n'a été strictement politique. Il y a de nombreuses composantes dans notre identité, il y en a beaucoup, mais *la langue et la culture en sont l'épine dorsale* (Pujol, 1996, p. 175 ; je souligne)²⁶.

Il poursuit en s'interrogeant : « Que signifie la langue pour un peuple ? [...] c'est un *signe fondamental d'identité, un élément déterminant de sa personnalité* » (ouvrage cité, p. 175, je souligne). J. Pujol revient plus loin sur ce fondement de l'identité nationale catalane :

La langue est, non pas l'unique clé, mais assurément une clé très importante de l'être d'un peuple. Et souvent la plus importante. Dans le cas de la Catalogne, la plus importante. [...] *C'est la langue catalane qui a contribué de manière décisive à configurer la personnalité collective de la Catalogne* (ouvrage cité, p. 178 ; je souligne)²⁷.

Après cette affirmation préalable du caractère central de la langue dans la construction nationaliste, J. Pujol va décliner l'ensemble des traits dont l'articulation constitue la représentation nationaliste de la langue catalane, en prenant bien soin cependant de recourir le plus souvent possible à une glose personnelle. On peut ainsi dégager la configuration suivante :

par les appels répétés au consensus, à la « convivència », ne fait que souligner la teneur polémique du discours, en particulier lorsque J. Pujol se fait un malin plaisir de prendre tel ou tel « donneur de leçons » en flagrant délit de mauvaise foi ou de contradiction, comme le président François Mitterrand, par exemple, sans omettre de saluer l'attitude positive de nombreux castillanophones en faveur du catalan...

26. « ...*La identitat de Catalunya és en gran part lingüística i cultural. Mai la reivindicació de Catalunya no ha estat ètnica ni religiosa ni ha fet lleva en la geografia ni ha estat estrictament política. Hi ha molts components en la nostre identitat, n'hi ha una pila, però la llengua i la cultura en són l'espina dorsal.* » Comme le dit J. Pujol, tout en affirmant la primauté de la langue et de la culture, d'autres traits composent l'identité collective de la Catalogne pour les nationalistes et sont également célébrés régulièrement par le gouvernement autonome, au travers d'expositions, de publications, ainsi que par les médias, la télévision de la Communauté en premier lieu, comme l'histoire (millénaire) ou le patrimoine (architectural, artistique...).

27. « *La llengua és, no l'única clau, però sí una clau molt important del ser d'un poble. I sovint la més important. En el cas de Catalunya, la més important. [...] Es la llengua catalana la que ha contribuït decisivament a configurar la personalitat col·lectiva de Catalunya.* »

– La préséance de la langue catalane en Catalogne est légitimée historiquement. Le castillan, bien que parlé par de nombreux Catalans, ne peut revendiquer cette position d'exclusivité patrimoniale. La langue catalane, « bien qu'elle ne soit pas le parler habituel de tous les Catalans, est le patrimoine de tous », elle est « la langue historique de la Catalogne, c'est la langue de la Catalogne depuis les origines », « c'est la langue médullaire, c'est celle qui lui donne une personnalité propre et définie » (ouvr. cité, p. 175 et 178-179)²⁸.

– La langue catalane a été victime d'une longue persécution : sa récupération est donc légitime. Comme la culture catalane, elle a subi de la part du pouvoir espagnol une « implacable persécution » de plusieurs siècles (de 1714 jusqu'à 1975), « toujours bien en profondeur, avec une volonté de destruction », une persécution devenue « spécialement périlleuse » au cours de la dictature franquiste (ouvr. cité, p. 180-181).

– Si cette persécution a été surmontée, c'est grâce à la résistance qu'ont su lui opposer les Catalans, c'est grâce à « la fidélité du peuple catalan envers sa langue » (ouvr. cité, p. 182).

– Cependant la persécution n'a pas été sans laisser de séquelles, si bien que « malgré tous les progrès de ces dernières années [...] le catalan continue d'être dans une situation précaire » (ouvr. cité, p. 182-183)

– Donc une langue dont « la santé » n'est pas encore rétablie : ainsi il est parfaitement légitime de poursuivre la politique de normalisation linguistique qui a déjà permis au catalan de « récupérer du terrain », en particulier grâce à la scolarisation en catalan, mais qui n'a pas encore atteint les objectifs souhaitables dans un certain nombre de domaines. D'où la nécessité de « réparation » et de « solidarité » car « le catalan, langue persécutée, a droit maintenant à être plus aidée qu'aucune autre » (ouvr. cité, p. 186-187). On n'aura pas de peine à comprendre qu'une telle vision tente de neutraliser les discours des détracteurs qui avancent la mise en péril du castillan en Catalogne pour cause de politique linguistique nationaliste.

– D'où également la nécessité d'« un militantisme équilibré et pondéré en faveur du catalan » que, selon J. Pujol, « les [catalanophones] ne pratiquent pas suffisamment » (ouvr. cité, p. 193). Cet appel au militantisme linguistique pour la défense du catalan s'adresse à tous ceux qu'il a conviés, à l'occasion de cette conférence, « à réfléchir sur le rôle de la langue catalane » mais au-delà à tous les citoyens de Catalogne (ouvr. cité, p. 201)

28. « *Encara que no sigui la parla habitual de tots els catalans, és patrimoni de tots* » ; « *la llengua històrica de Catalunya des dels orígens* » ; « *és la llengua medul·lar, és la que li dona personalitat pròpia i definida* ».

On peut ainsi résumer, en terminant, l'articulation entre les divers éléments constitutifs de la *représentation identitaire* de la langue catalane²⁹, représentation qu'on peut considérer comme le noyau dur du nationalisme linguistique catalan :

1. En Catalogne la *langue catalane* est le fondement de la *nation*. Cependant la *nation catalane* est, du point de vue linguistique, à géométrie variable : Principat pour le discours politique à vocation consensuelle (J. Pujol), *Països catalans* pour bon nombre de militants nationalistes (les linguistes particulièrement).
2. La *langue catalane* est la seule langue historique de Catalogne.
3. Cette langue a été victime d'une persécution impitoyable qui a visé à la détruire. Le responsable en est l'État espagnol (en particulier l'État franquiste).
4. Heureusement les Catalans ont fait preuve de fidélité (de *loyauté*) à l'égard de leur langue et ont résisté à l'entreprise de destruction.
5. Cependant cette persécution a laissé de graves séquelles : la langue catalane est en état de faiblesse.
6. Cette faiblesse, due à l'entreprise de persécution, rend légitime une action collective en sa faveur : politique linguistique institutionnelle mais aussi militantisme catalaniste.

Si l'on ne peut qu'adhérer à la position d'Antoine Meillet rappelée par Patrick Sériot, « ce n'est pas à la linguistique de conforter ou de récuser les frontières identitaires » (Sériot, 1997, p. 189), il n'est pas interdit à la *sociolinguistique* de s'interroger sur les enjeux identitaires dont les langues sont porteuses sous certaines latitudes et dans certaines circonstances historiques, de même que sur les conditions d'émergence et les attendus constitutifs du *nationalisme linguistique*. Pas plus que sur la pertinence *politique* du nom des langues, le sociolinguiste n'a à se prononcer sur la légitimité de ce type d'idéologie. Il ne peut cependant éviter d'interroger son rapport à la configuration linguistique en place dans la communauté concernée, d'évaluer la violence qu'elle peut générer, et d'analyser le riche interdiscours qui ne manque pas d'être produit en la circonstance.

29. La crédibilité de cet ensemble et de l'articulation entre ses composantes et donc la pertinence pragmatique éventuelle de la représentation nationaliste de la langue ici proposée tiennent évidemment à l'authenticité incontestable de plusieurs attendus, comme celui de la persécution dont a été victime la langue catalane surtout, mais pas uniquement, durant la période franquiste, attendu qui cependant risque de perdre en efficacité argumentaire au fur et à mesure que disparaît la mémoire vivante du franquisme.

Bibliographie

- ALÈN GARABATO M. C., 2000, «Le galicien piégé par l'histoire? La question de la norme», *Lengas*, n° 47.
- ARGENTÉ J. A., CASTELLANOS J., JORBA M., MOLAS J., MURGADAS J., NADAL J. M. SULLA E., 1979, «Una nació sense estat, un poble sense llengua?», *Els Marges*, n° 15.
- Bases de Manresa. Asambleas catalanistes. Manresa 1892– Reus 1893*, 1992, Barcelone, Generalitat de Catalunya.
- BENET J., 1979, *Catalunya bajo el régimen franquista*, Barcelone, Editorial Blume.
- BOYER H., LAGARDE CH. (dir.), 2002, *L'Espagne et ses langues. Un modèle écolinguistique?*, Paris, L'Harmattan.
- BOYER H., 1991, *Langues en conflit*, Paris, L'Harmattan.
- BOYER H., 2003, *De l'autre côté du discours. Recherches sur le fonctionnement des représentations communautaires*, Paris, L'Harmattan.
- CABRÉ T., LLEAL C., 1986, «Deux manifestes linguistiques en Catalogne», *Nation et nationalisme en Espagne du franquisme à la démocratie*, INALF, École normale supérieure de Saint-Cloud, URL «Lexicométrie et textes politiques».
- CAMINAL M., 1998, *Nacionalisme i partits nacionals a Catalunya*, Barcelone, Empúries.
- COLLECTIF, 1992, *Homenatge a Enric Prat de la Riba. Missatges i manifestos 1897-1917*, Barcelone, Generalitat de Catalunya.
- FÒRUM BABEL, 1999, *El nacionalisme i les llengües de Catalunya*, Barcelone, Edicions Altera.
- FRAILE A., 1999, «Da lingüística á política. Actualidade do conflito sobre a normalización da lingua galega», *Grial. Revista galega de cultura*.
- LACOSTE Y., 1998, «La question de l'Espagne», *Hérodote*, n° 91.
- MÀIZ R., 2000, «“España” y “Español” en el discurso político del nacionalismogallego histórico», *Historia y política*, n° 4, Madrid.
- MÁIZ R., 1997, *A idea de nación*, Vigo, Edicións Xerais de Galicia.
- MOLL A. 1989, «Llengua i nació», *El nacionalisme català a la fi del segle XX, II Jornadas*, Barcelone, Edicions de la Magrana/Edicions 62.
- PÉREZ J., 1998, «L'État et la nation en Espagne», *Hérodote*, n° 91
- PRAT DE LA RIBA E., 1985, «Importància de la llengua dins del concepte de la nacionalitat», comunicació d'Enric Prat de la Riba. *Primer Congrés Internacional de la Llengua Catalana, Barcelona, 1906*. Barcelone, Editoriall Vicens-Vives.
- PRATS M., 1989, «Nació i llengua: unes fites i una reflexió», *El nacionalisme català a la fi del segle XX, II Jornadas*, Barcelone, Edicions de la Magrana/Edicions 62.
- PUJADES P., 1988, *La batalla de la llengua. Converse amb Francesc Ferrer i Gironès*, Barcelone, Xarxa Cultural.
- PUJOL J., 1995, «Qué representa la llengua a Catalunya?», conferència de J. Pujol al Palau de Congressos de Montjuïc (22 mars 1995), Generalitat de Catalunya, Depar-

- tament de la Presidència, Entitat Autònoma del Diari Oficial i de Publicacions. Col·lecció Paraules del President de la Generalitat, vol. 26 (gener-desembre 1995), Barcelone.
- SÉRIOT P., 1997, «Faut-il que les langues aient un nom? Le cas du macédonien», dans Tabouret-Keller A. (éd.), *Les noms des langues I. Les enjeux de la nomination des langues*, Louvain-la-neuve, Peeters.
- SINTAS S., 1995, «Politique et comportement linguistiques des îles Baléares face à la langue catalane», *Lengas*, n° 38.
- SUBIRATS M., 2000, «Els trets lingüístics», *Enquesta de la Regió de Barcelona, Informe general*, Barcelone.
- TEJERINA MONTAÑA B., 1992, *Nacionalismo y lengua*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas.
- VOLTAS E., 1996, *La guerra de la llengua*, Barcelone, Empúries.